

L'offensive du Modem sur la politique familiale

Par Jean-Baptiste Daoulas, publié le 02/07/2019 à 14:00



Patrick Mignola, président du groupe Modem à l'Assemblée nationale. [afp.com/ericfeferberg](https://www.afp.com/ericfeferberg)

La famille est un marqueur fort pour le parti de François Bayrou. Sa mission d'information parlementaire à ce sujet fait monter la pression sur l'exécutif.

En dehors des négociations, [toujours tendues](#), sur les investitures aux élections, les bras de fer entre le Modem et [la République en Marche](#) sont à la fois peu nombreux et discrets. Raison de plus pour s'intéresser à l'initiative des députés centristes à propos de la politique familiale. Le groupe Modem à l'Assemblée doit obtenir officiellement aujourd'hui la création d'une mission d'information à ce sujet. Leur demande ne peut être rejetée, les troupes de François Bayrou ayant fait jouer leur droit de tirage, c'est à dire la possibilité pour un groupe parlementaire de créer chaque année la "mission d'info" ou la commission d'enquête de son choix.

A bout de patience

Depuis deux ans, les centristes rongent leur frein sur la politique familiale. Chaque automne, lors de l'examen du Budget de la sécurité sociale, ils défendent des amendements pour revenir sur la [modulation des allocations familiales](#) en fonction des revenus mise en place par François Hollande et Manuel Valls en 2014. En vain. "A chaque fois, on nous demande d'attendre une concertation. Mais cette concertation ne vient jamais", regrette la députée du Val-d'Oise Nathalie Elimas, spécialiste du Modem sur les questions sociales.

Le dossier est piégé. Au printemps 2018, une première tentative de rapport parlementaire corédigé par le député LR Gilles Lurton et son collègue LREM Guillaume Chiche a été enterrée. Lurton a fait capoter la mission, ulcéré par la volonté de Chiche de [fusionner allocations familiales et quotient familial](#). Depuis ce psychodrame, le Modem s'est lassé d'attendre. D'où la création de sa propre mission d'information, dont Nathalie Elimas sera la rapporteure.

Comment peser ?

"Quelle politique familiale voulons-nous pour notre pays ? Ce sera l'objet de cette mission", précise-t-elle. Un intitulé volontairement large, qui permettra d'aborder la fiscalité, la natalité, aussi bien que les aidants familiaux ou les enjeux juridiques et sociaux de [l'ouverture de la PMA à toutes les femmes](#). Un appel à candidatures, jusqu'au 12 juillet, va être lancé pour constituer la mission avec des élus issus de différents groupes politiques. Nathalie Elimas souhaite multiplier les auditions de sociologues, philosophes, juristes et associations dès la deuxième moitié du mois de juillet. Son but est d'avoir déjà des propositions à défendre pendant l'examen de la loi bioéthique, en septembre, puis lors de la préparation du Budget 2020, à l'automne.

Les allocations familiales seront au centre du débat. Le Modem est très attaché à leur universalité, comme Les Républicains. Depuis 2017, plusieurs députés LREM souhaitent au contraire y mettre fin, afin de réserver les aides aux plus modestes. "Notre stratégie n'est pas d'être dans la confrontation, assure un député Modem. Nous savons qu'il y a aussi des élus LREM plutôt d'accord avec nous. Nous souhaitons aboutir à quelque chose de consensuel, pour peser."